

21 janvier 2020 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours du Président Emmanuel Macron devant 500 entreprises de taille intermédiaire (ETI)

Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les Parlementaires,
Mesdames, Messieurs les chefs d'entreprise,
Chers amis.

Je suis très heureux que l'on se retrouve - et je viens de passer un moment avec, si je puis dire, une autre famille, mais qui est largement représentée ici, celle de l'industrie française et on vient d'avoir avec France Industrie un très bon échange pour préparer les futures décisions.

Et je vous retrouve dans cette salle de l'Élysée alors même que ces derniers jours, plusieurs bonnes annonces pour l'économie française ont été consacrées, en particulier lors du sommet Choose France, qui ont aussi marqué ce qui est votre travail collectif, l'attractivité française retrouvée sur beaucoup de sujets. Et je suis d'autant plus heureux de vous retrouver ici et de pouvoir recevoir les 500 champions des territoires que vous êtes parce qu'il y a une forme d'injustice française. Nos grands groupes sont connus et célébrés et c'est une bonne chose. J'ai souvent eu l'occasion de le dire, n'aurions-nous pas le CAC 40, qui était souvent décrié, la France serait plus faible économiquement parce qu'ils permettent de projeter à l'export et ils sont une spécificité française. Et d'ailleurs, il n'y a pas d'autres pays européens qui aient ainsi des grands groupes si forts, si structurés et c'est une très bonne chose. On a les start-ups et la French Tech dont on parle beaucoup. Là aussi, c'est une chance immense et nous sommes numéro un en Europe sur ce volet-là et c'est une très bonne chose aussi. On a beaucoup défendu nos petites et moyennes entreprises. Il y a eu beaucoup de politiques qui ont été ciblées, avec des seuils comme on aime en définir et qui ont souvent été ciblées sur les petites et moyennes entreprises. Et de ce fait, on a parfois oublié les entreprises de taille intermédiaire. C'est d'ailleurs ce qui a plusieurs fois été porté – dans une vie antérieure, j'ai aussi beaucoup travaillé avec vous – par vos représentants et la structuration qui a été faite. Or, quand on se compare, on regarde que c'est en effet une potentielle faiblesse française de ne pas suffisamment mettre l'accent sur ses ETI et on voit que, somme toute, décider d'accélérer les choses et de prendre quelques mesures clés permet aussi à notre économie d'aller plus vite et plus fort parce que c'est un peu avoir le meilleur des deux mondes. La force de frappe, déjà, de groupes qui veulent devenir des champions et encore une vélocité et une flexibilité qui va avec une taille, aussi un esprit d'entreprise, qui est parfois celui d'un capitalisme familial, d'un entrepreneuriat qui est encore dans les gènes de l'entreprise. C'est pourquoi, d'ailleurs, quand on se compare, on voit que la force du modèle allemand repose beaucoup sur ce qu'on a appelé ce Mittelstand, qui est véritablement ce tissu d'entreprises de taille intermédiaire, très accrochées à ces territoires et qui se projettent à l'international avec d'ailleurs des résultats, quand on regarde ces 15 dernières années, dont l'économie allemande, n'a pas eu à se plaindre.

C'est pourquoi je souhaite que les ETI, et avec elles les PME de croissance, puissent véritablement à nouveau prendre toute leur place au cœur de notre stratégie et des décisions qui sont aujourd'hui à prendre. Elles l'ont été durant les deux années et demie qui viennent de s'écouler parce que beaucoup des mesures prises par les ministres ici présents vous ont touché directement. Je vais y revenir. Elles doivent l'être pour les années à venir, en particulier autour du pacte productif que nous préparons pour le printemps prochain.

Beaucoup a été fait avec des résultats qui sont là, et j'ai eu l'occasion de les souligner. Et je vais continuer de les souligner dans une période qu'on voudrait uniquement morose. Or, ce n'est pas vrai. Je considère qu'on a encore ensemble beaucoup de choses à faire pour rendre notre pays plus fort. Je le disais, nous sommes redevenus attractifs. Et cette attractivité, en termes d'investissements, d'investissements productifs, de créations d'emplois, elle irrigue tous les territoires français. Et d'ailleurs, je reconnais beaucoup de visages amis, d'entreprises visitées durant ces dernières années, qui sont ici dans la salle, du Cantal à la Normandie, en passant par tous nos territoires, des secteurs de dispositifs médicaux à l'impression 3D, en passant par la cosmétique jusqu'à des produits agro-alimentaires et j'en passe, tous les secteurs et tous les territoires sont ici représentés. Nos chiffres sont là pour le dire. Ces deux années qui viennent de s'écouler, on a recréé 500 000 emplois. On a recréé pour la première fois depuis 12 ans de l'emploi industriel dans notre pays. Il n'y a pas de fatalité. On a recréé de l'attractivité, de l'investissement productif et nous sommes numéro un en création de start-ups et en attractivité de l'investissement dans nos entreprises en Europe.

Alors, le contexte macroéconomique est plus difficile qu'il y a quelques années parce qu'il y a des tensions commerciales mondiales. On essaie de les faire descendre. Je crois qu'on est en train de réussir. Je touche du bois parce qu'il faut toujours être prudent en la matière. On est en train aussi de se battre pour relancer une croissance européenne plus vigoureuse. Enfin, pour la première fois là aussi depuis plus d'une décennie, la France a des chiffres de croissance, d'investissements, de créations d'emplois qui sont supérieurs à ses voisins européens dans une dynamique qui est insuffisante mais avec une comparaison qui est à notre avantage et les ETI françaises ont évidemment un rôle essentiel dans ces premiers résultats et cette stratégie. Aussi, je veux qu'on se donne ensemble trois agendas qui, je sais, sont déjà au cœur de votre actualité mais que je veux mettre au cœur de notre stratégie collective et de ce que nous allons préparer pour les mois à venir.

Travailler en France, produire en France, s'engager en France. C'est ce triptyque qu'il nous faut véritablement réussir. Ce qui veut dire à chaque fois ne pas avoir une exclusive française mais si on est fort chez nous, on peut se projeter. On peut exporter. On peut prendre des risques. Il faut d'abord l'être à la maison et pas simplement être un espace ouvert à une concurrence à laquelle on ne sait pas répondre.

Travailler en France, c'est donc le premier axe que je veux que nous puissions mettre en avant en ayant un vrai engagement pour les femmes et les hommes qui font vos entreprises, sont vos entreprises et je sais que là-dessus, il y a un attachement tout particulier des entreprises de tailles intermédiaires. Je le disais, elles sont souvent familiales encore, qu'elles ont souvent une origine familiale, elles ont ça encore dans leur ADN et même si elles sont en forte croissance et ont franchi certains seuils, elles sont encore à taille humaine et le bien-être des salariés, la volonté d'embaucher encore davantage est au cœur de votre stratégie et donc, ce que l'on appelle parfois le capital humain, les femmes et les hommes qui font ce collectif qui est une entreprise, on doit aller plus vite et plus fort sur ce sujet.

Alors, on a déjà fait des choses qui sont structurantes depuis le début du quinquennat en la matière. Je l'évoquais tout à l'heure avec nos amis de l'industrie, les ordonnances travail. On a mis en place beaucoup de dispositifs pour permettre de simplifier les choses et le couple, si je puis dire, ordonnance Travail et loi PACTE a permis de supprimer beaucoup de seuils, a permis de simplifier les structures dans l'entreprise et en même temps de simplifier. Ça se mesure d'ailleurs la peur d'embaucher qui existait dans notre économie et de mettre en place aussi des dispositifs plus offensifs qui sont à votre main. L'impact psychologique a pleinement fonctionné et c'est en train de se déployer et moi, je vous invite vraiment à vous saisir de tous les dispositifs qui sont proposés, en particulier les accords de performance, tout ce qui est fait pour simplifier les choses, embaucher encore davantage.

A côté de ça, on a mis aussi en place une stratégie pour renforcer véritablement dans notre économie l'incitation à l'embauche et la formation. Et au fond après ces ordonnances Travail, tout ce que nous avons conduit a été, si je puis dire, un double moteur. D'une part, la réforme de l'assurance-chômage qui a été parachéevée en novembre dernier. Elle a parfois été beaucoup décriée, mais elle était indispensable pour recréer les bons mécanismes d'incitation pour retrouver du travail, surtout dans les secteurs les plus tendus, pour mettre en place les bons dispositifs de solidarité pour les salariés qui étaient tombés en situation de chômage et qui étaient les plus fragilisés et en même temps, pour recréer les incitations à retrouver du travail lorsqu'il y avait des propositions qui existaient et donc réforme de l'assurance chômage et à côté de ça, un investissement et une réforme en profondeur de notre dispositif d'apprentissage, d'alternance et de formation en continu. On a simplifié les règles comme on ne l'avait jamais fait dans notre économie et on a investi pour que nos jeunes et moins jeunes retournent vers les métiers de l'entreprise et puissent répondre aux besoins de notre économie. Ce travail conduit par la ministre a permis évidemment déjà des premiers résultats – c'est 500 000 emplois créés que j'évoquais avec vous toutes et tous – mais il a permis de simplifier drastiquement nos mécanismes d'apprentissage et d'alternance. C'était indispensable de progressivement ancrer ces dispositifs dans la culture française. Je m'étais gardé de prendre des objectifs chiffrés. On l'a fait trop de fois sans avoir de résultat mais en redonnant aux branches professionnelles la main pour avoir des règles qui, en quelque sorte, correspondent aux besoins, en simplifiant les dispositifs d'aide, en étant beaucoup plus clairs et en réformant aussi nos dispositifs d'orientation et les messages qu'on envoie très clairement aux familles et aux plus jeunes, on a créé une dynamique qu'on constate ces deux dernières années où l'apprentissage est enfin en train de décoller et là-dessus, vous avez un rôle extraordinairement important à jouer et j'insiste sur ce point, c'est de continuer à prendre des apprentis, en prendre de plus en plus. D'abord parce que je pense que c'est un bon levier pour attirer les jeunes vers vos entreprises et vos secteurs pour eux, mieux les connaître et connaître aussi les enseignants qui les forment dans ce mécanisme-là et identifier aussi les jeunes qui ensuite deviendront beaucoup plus rapidement des salariés, qui connaîtront mieux l'entreprise et que vous connaîtrez mieux. Et lever, ce qui est un des problèmes de notre économie j'y reviendrai, qui est la peur d'embaucher des jeunes qui reste aujourd'hui encore un de nos problèmes. Et donc je voulais ici insister sur le fait qu'il faut maintenant faire vivre ces dispositifs et on va continuer nous de les activer.

Et puis on a renforcé notre investissement collectif sur la formation continue. Là aussi on en a simplifié les règles, on en clarifié les règles. Notre dispositif de formation continue on y mettait beaucoup d'argent, c'était le vôtre, et c'était un peu opaque parce que ceux qui formaient se rémunéraient sur des formations qui n'étaient

jamais évaluées. Et si je schématise comment fonctionnait la France jusqu'à récemment, la formation servait beaucoup à financer des acteurs du dialogue social et de la formation, il y avait très peu d'évaluation et on formait principalement les gens qui en avaient peu besoin, c'est-à-dire les gens qui étaient déjà dans les entreprises bien installés avec une formation première. On formait très peu ou pas du tout les demandeurs d'emploi, les métiers précaires, les gens qui n'avaient pas de qualification initiale. C'est ça qu'on est en train de complètement repivoter collectivement en ayant créé un dispositif où on évalue les besoins, on évalue les formations et puis on réinvestit massivement parce qu'on met 15 milliards d'euros sur le quinquennat sur ces formations pour les jeunes décrocheurs et les demandeurs d'emploi en particulier de longue durée. Et j'assume totalement cet investissement, j'assume parce que si on veut gagner la bataille du chômage il y avait évidemment la partie flexisécurité que je viens d'évoquer avec les ordonnances travail et tout ce qu'on a fait mais il y avait aussi la partie formation parce que nous sommes la principale économie de l'Union européenne qui n'avait pas réglé le problème du chômage de masse et en particulier depuis la dernière crise. Quand on reste durablement au-dessus de 9-10 % de chômage on crée de la déqualification et ce n'est pas vrai qu'on peut retrouver du jour au lendemain un emploi quand on a passé 2, 3, 4 ans au chômage. Et donc il faut à ce moment-là accepter d'investir sur les personnes pour leur permettre de retrouver des qualifications et c'est parfois des formations qui prennent un peu de temps pour revenir à l'emploi. C'est ce que nous sommes en train de faire, donc on a réformé les structures, on investit et on a aussi besoin de pleinement votre accompagnement et je sais qu'il est qu'il est là et qu'il est au rendez-vous pour réussir cette transition de notre économie. Et à cet égard, quand je vois la dynamique, on en parlait, de création de CFA, on voit bien qu'il y a une dynamique qui est en train de se créer et je veux saluer ici en particulier les nouveaux CFA d'ETI et inter-ETI qui sont extrêmement importants. Il y a aujourd'hui des dizaines, même plus, de demandes de CFA qui sont en attente sur notre territoire. Il y a des secteurs qui sont en train de s'organiser et on a des ETI, certaines ont fait quasiment des CFA pour elles-mêmes, on a plusieurs cas et ils ont été déjà pour certains homologués, des ETI à juste titre sur des territoires lorsqu'il y a des organisations, une histoire si je puis dire industrielle ou sectorielle, se sont organisés pour créer à plusieurs ETI des CFA. Et donc la ministre avec les autorités compétentes va donner et continuer à donner les autorisations dans les prochaines semaines et ouvrir ces CFA et elle y reviendra tout à l'heure avec vous.

Mais je veux saluer avec vous votre engagement pour justement participer à cet effort de formation et participer à cet engagement sur nos territoires. Là-dessus pour réussir pleinement cette bataille, et ça rejoint ce qu'on évoquait tout à l'heure avec France Industrie, il faut qu'on continue à avancer sur plusieurs sujets complémentaires. Il y a d'abord faire vivre tout ce que je viens de dire pour gagner la bataille du travailler en France et puis il y a quelques éléments de bon sens très pratiques qu'il faut développer. Il y en a un qui est le volontariat territorial en entreprise. Plusieurs entreprises se sont engagées et je les en remercie sur ce sujet. Axelis, Mecachrome, Piriou, Thuasne par exemple qui ont signé leur premier VTE. On a 100 premiers VTE. On est très, très loin de ce qu'on devrait faire. On lance la plateforme, il y a une plateforme où les jeunes peuvent s'inscrire. J'ai fait tout à l'heure de la publicité sur le numérique pour les jeunes qui sont en train de se poser des questions, que ce soit en BTS, en école d'ingénieur ou dans les formations où ils sont. Mais je le dis parce que c'est aussi vrai que l'apprentissage est un levier pour vous. Le volontariat territorial en entreprise, c'est excellent pour eux et pour vous, c'est fait pour vous. C'est l'idée de recruter un jeune avec d'ailleurs des coûts salariaux qui sont beaucoup moins importants pour vous, une stabilité malgré tout et un statut, un accompagnement de l'Etat. Cela permet à un jeune, à un moment de transition dans la vie professionnelle, de rentrer dans l'entreprise, d'être connu par l'entreprise, de connaître le monde du travail et pour nous, de réduire ce fossé qui continue à y avoir entre la fin des études et le début du marché du travail. Je pense que c'est très important. Donc, je vous encourage à aller beaucoup plus vite et plus fort.

On doit réussir à aller beaucoup plus loin. Il y a ensuite un deuxième levier que je pense qu'on doit activer beaucoup plus, qui est en effet la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, c'est-à-dire si l'on veut réussir à mettre en branle tout ce dispositif de formation qu'on est en train de faire, ce qu'on fait avec Pôle emploi, avec la gestion des compétences, monsieur le Haut-commissaire, avec justement tous nos investissements que pilote la ministre, il faut qu'on puisse filière par filière et territoire par territoire, partager les informations et les besoins. Le numérique nous permet, dans un monde parfait, de faire ça beaucoup plus vite si on gère tout de manière transparente. Parfois, ces données ne sont pas totalement ouvertes, il y a des secrets industriels. On ne veut pas dire ce vers quoi on va se déployer. Il faut qu'on partage mieux l'information. Parce que si on veut emmener nos jeunes vers certains métiers de l'industrie qui ne sont pas assez attractifs aujourd'hui, si on veut emmener de jeunes vers les métiers qui sont en tension, il faut qu'on partage l'information et la contrainte. Je pense que on a une matrice, c'est nos grandes filières industrielles et de services et ce sont nos territoires. Si on s'organise bien collectivement, si on y met partout où c'est possible aussi, les outils numériques qui sincèrement, sont à notre disposition, on doit être en capacité d'orienter nos ouvertures de CFA, d'orienter chaque année les orientations qu'on fait d'ailleurs dès le lycée, les ouvertures de filières et nous-même Parcoursup, et derrière les formations vers lesquelles on envoie les demandeurs d'emploi à Pôle emploi. Aujourd'hui, pour parler en bon français, on a un mismatch parce que les gens continuent de demander des formations classiques. Nos jeunes, par exemple dans les universités au premier cycle, Parcoursup nous permet de corriger ce biais. Mais il y a encore des images, par exemple, de certains secteurs industriels qui sont biaisés. Vous le savez par cœur, même mieux que moi, mais si on dit : chaudronnier à un jeune ou un moins jeune, il pense que c'est pas un métier d'avenir. C'est totalement faux. C'est un des métiers

jeune ou un même jeune, il pense que c'est pas un métier à devenir, c'est totalement faux. C'est un des métiers sur lequel il y a le plus de tension. On en a besoin. Et chaudronnier aujourd'hui, c'est faire de la voiture, du spatial et beaucoup de secteurs de pointe sur lesquels c'est une compétence critique. Il faut qu'on le rende transparent, qu'on sache dans quel territoire on a besoin de cela et comment réussir à mieux nous organiser. Là-dessus, j'ai besoin de vous et les ministres ont travaillé avec vous sur ce sujet.

Et puis, le dernier point, il faut qu'ensemble, on arrive à mieux s'organiser sur les angles morts, si je puis dire, de la création d'emploi et de la mobilité dans notre économie. Il y a des demandeurs d'emploi. Il y a des métiers sous tension. Il y a des emplois non pourvus. On a fait ce qu'il fallait avec la réforme de l'assurance chômage en fin d'année dernière et vous allez voir dans les prochains mois les impacts, comme je l'ai évoqué. Mais il y a aujourd'hui encore des choses qui ne sont pas bien couvertes parce qu'elles ne relèvent que de logiques de territoires et d'organisation, de proximité et de bon sens dans lesquelles les ETI ont un rôle clé à jouer avec les pouvoirs publics. Les gens aujourd'hui ne se déplacent pas parfois d'une vallée à l'autre, d'un secteur à l'autre, parce qu'il y a un problème pour l'emploi de l'époux ou de l'épouse, parce qu'il y a un problème de logement ou parce qu'il y a des problèmes de transport. C'est tout bête ce que je dis mais c'est vrai. Vous avez en Savoie, Haute-Savoie des vallées qui sont sinistrées par des chocs industriels. D'autres, par exemple quand il y a le décolletage, si je pense à certaines qui s'activent, il n'y a plus de chômage. C'est un chômage frictionnel. On est à 4 ou 5% de demande d'emploi. C'est très dur de passer d'une vallée à l'autre parce que quand on a acheté la maison et qu'on a le conjoint qui travaille dans cette vallée et que la maison ne vaut presque plus rien et qu'on a des prêts sur le dos, comment on fait pour passer de l'une à l'autre ? On doit réussir à trouver des solutions extrêmement empiriques, très concrètes. Ça se fait sur le territoire avec des acteurs comme vous. Ça se fait en mettant les pouvoirs publics, les régions, les pouvoirs publics de l'Etat et les acteurs industriels en branle pour réussir cette bataille. C'est ce que j'avais voulu avec cette mobilisation nationale. Et au fond, cette mobilisation nationale lancée au printemps dernier n'a pas très bien marché parce qu'on a bien vu que nos acteurs institutionnels, et je le dis très sincèrement, l'ensemble des acteurs d'ailleurs, que ce soit Etat, collectivités locales, syndicats, se sont peu saisis de ces sujets. Ils préfèrent les grands sujets nationaux parfois sur lesquels on se déchire, plutôt que ces sujets très pratiques qui sont clés. Et donc moi, je souhaite qu'on retrouve une logique de contrat de transition économique. On est en train de le faire en matière d'écologie. Mais il faut qu'on continue à travailler là-dessus si on veut gagner la bataille du plein emploi. Vous voyez, le travailler en France recouvre tout cela. Je suis un peu dans le cambouis avec vous mais c'est très important si on veut réussir collectivement. En tout cas, on a mis en place beaucoup de dispositifs, on va continuer à le faire et à agir avec vous pour répondre à tous ces défis et avancer avec vous pour la création d'emplois.

Pour ça, il n'y a rien de mieux que créer votre marque et le lancement aujourd'hui de la marque ETI de manière pleinement officielle, assumée par les pouvoirs publics dans toutes les dimensions de nos politiques, est pour moi un levier très fort qu'on doit ensemble activer. Beaucoup d'entre vous savent la puissance d'une marque et vous en avez à votre actif dans tous les secteurs. Je ne vais pas tous les citer, mais je pense que la marque ETI maintenant au national et à l'international doit être pleinement mobilisée pour qu'on arrive à passer le cap et en faire un vecteur, justement, de création d'emplois beaucoup plus forts. Aussi, en nous bousculant parfois sur nos dispositifs, mais en travaillant de manière beaucoup plus serrée, comme vous allez faire cet après-midi.

Le deuxième point, il est jumeau du premier, inséparable, c'est produire en France. C'est le deuxième axe de notre action qui répond au fait qu'on disait souvent que tout était un peu trop compliqué en France, se financer ou croître, et qu'on avait en quelque sorte accepter une fatalité qui était que la France n'était plus un pays où on allait produire.

D'abord, si beaucoup ne croyaient plus à cela dans notre pays, j'ai devant moi beaucoup de pratiquants qui, eux, n'avaient pas attendu que d'autres y croient pour eux et je vous en remercie parce qu'il y a eu des discours parfois dans notre pays, où on nous disait qu'on allait devenir sans usine, que c'était plus un pays où il fallait produire, que l'on allait se réinventer sur d'autres modèles. Il y a eu des résistants et vous en êtes et donc je ne pourrais pas aujourd'hui tenir ce discours. On ne pourrait pas porter cette ambition si, bien souvent, il n'y avait pas eu sur des territoires parfois bousculés et soumis à toutes les fatalités des femmes et des hommes pour résister et dire c'est possible de produire-là. Qui des ponts ? Qui des voitures ? Qui des dispositifs médicaux que j'évoquais tout à l'heure ? Du numérique etc. Alors depuis le début du quinquennat là aussi, nous avons mis en place un dispositif le plus ambitieux possible pour pouvoir produire, fabriquer en France et il a été quelque part consacré le week-end dernier, beaucoup d'entre vous étaient d'ailleurs ici même où on a fait la première exposition justement du Fabriqué en France et on a mis à l'honneur des entreprises de notre pays qui fabriquent en France véritablement et qui ont décidé depuis des années de s'organiser pour produire en profondeur dans notre pays, et chaque département était ici, dans cette maison de la République représenté durant deux jours. On a eu 10 000 visiteurs et beaucoup de succès d'ailleurs dans tous les territoires et on a montré que ce Fabriqué en France était une réalité et qu'on pouvait aller beaucoup plus loin. Alors on a commencé à faire des choses. Il faut maintenant les pérenniser. Il y avait d'abord un problème, on le sait, qui est un problème de coût du travail. Il a été simplifié par la conversion du CICE en baisse de charges et donc cette mesure a un intérêt. Puisque d'abord, elle est visible, elle impacte directement les marges, ce qui permet aussi d'améliorer sa capacité à s'endetter ou à contracter de nouveaux investissements. Elle est beaucoup plus

claire et a été appelée de vos vœux et elle est plus pérenne. Elle s'est accompagnée d'une baisse de l'impôt sur les sociétés avec la trajectoire qui sera tenue. Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises de baisse à 25 % de l'IS à 2022. Et donc ça, c'est un couple qui est extrêmement important et qui nous remet dans le jeu de la compétitivité en matière de coût du travail.

Est-ce que pour autant, c'est satisfaisant ? Non. Les constats sont établis. On le sait, en matière, en particulier, industrielle et dans tous les secteurs où la structure des salaires fait qu'on ne s'arrête pas à deux Smic et demi. On continue à avoir un sujet de compétitivité coût. Et donc ces discussions et les travaux qui vont se continuer dans le cadre du pacte productif, c'est le fameux sujet des impôts de production. Et dans le cadre du pacte productif, au printemps, nous aurons des décisions à prendre et là aussi, je vais être très clair. L'argent public est rare et donc il faut faire des choix et on ne peut pas baisser la C3S, la CVAE, l'ensemble des impôts de production et les coûts salariaux au-dessus de deux Smic et demi. Il faut choisir. Il faut choisir les batailles, se donner une trajectoire et aussi choisir en quelque sorte, si je puis dire le policy-mix économique auquel on croit collectivement. Nous sommes en train, pour la première fois depuis des décennies, de réussir un couple qui est baisse du déficit public courant et baisse des impôts. On n'avait jamais fait cela ensemble, comme ça. Dans un environnement de croissance qui n'est pas favorable macro économiquement c'est-à-dire on est, regardez les chiffres, au niveau de la zone euro on est, on est entre 1 et 1,5 % de croissance. On avait parfois réussi à avoir des désendettements ou des baisses d'impôts quand on était sur des 2 ou 3 % de croissance, ce n'est pas du tout le cas de notre environnement. Mais depuis 2 ans et demi je regarde ce que fait le gouvernement : les impôts baissent, entreprises et ménages, et ils vont continuer de baisser conformément aux engagements que j'avais pris. Et le déficit baisse en même temps. Est-ce qu'on peut faire beaucoup plus en baisses d'impôts en faisant beaucoup plus d'économies ? Non, en tout cas pas à portée de main. Je vais être clair. Parce que les économies on sait ce que c'est : soit on baisse massivement le budget des collectivités locales, elles portent beaucoup de l'investissement public. Et je n'ai pas senti un très grand soutien unanime politique. Soit on baisse encore davantage du côté de l'Etat. Et là, soyons clair, l'appareil productif de l'Etat, on est en train de le réformer, avec, pour les impôts, le prélèvement à la source mais après le cœur de la dépense de l'Etat c'est quoi ? Le logement ? réformé ! On a été très salué d'ailleurs, et défendu largement, y compris par des gens qui demandent de faire aujourd'hui beaucoup d'économies, c'étaient les premiers à nous dire qu'on ne devrait pas toucher aux APL et compagnie. Réforme ensuite qui était indispensable : celle des emplois aidés. Que n'ai-je entendu ? Moi je ne vois pas d'autres pistes d'économies sur la partie Etat. Et puis l'autre, c'est le social. Je regarde comme vous le contexte, l'hôpital, la dépendance, la retraite. La retraite, le gouvernement mène une réforme courageuse. Est-ce que si on veut financer des baisses d'impôts productifs on a sous la main 5-10 milliards sur la retraite ? Si on décide de passer l'âge légal à 66 ans oui. Je ne sens pas un grand consensus national. Et d'ailleurs je sens beaucoup de gens pour pousser cette idée, surtout quand ils ne l'ont pas fait eux-mêmes. Je vous parle franchement. Donc, par contre il y a une vraie question, est-ce qu'on dit le plus important c'est d'accélérer la baisse du déficit courant ou de dire on accepte d'avoir une trajectoire qu'on peut revoir mais pour aller plus vite sur de la création d'emplois et des trajectoires fiscales ? Ça c'est un débat qu'il faut avoir avec toutes les parties prenantes. Je suis prêt à l'avoir dans ce moment du printemps où on aura le pacte productif qui arrive. Mais il faut avoir des discours de vérité, pas des discours de démagogie. Moi je ne veux pas prendre des engagements de baisses d'impôts qui ne seraient pas gagés soit par des économies claires et assumées par tout le monde soit par des trajectoires de finances publiques là aussi assumées par tout le monde. Ça marche quand il y a un consensus, tout est transparent, on connaît tous les chiffres. C'est là-dessus qu'il faut travailler dans les mois prochains pour construire quelque chose de crédible si on veut aller plus loin sur les impôts de production. Mais je suis conscient de ce verrou.

Ensuite, à côté du coût du travail, il y avait le coût du capital. Et là-dessus aussi il y a un vrai travail qui a été fait par le gouvernement : ISF, flat tax. Et là aussi il faut faire de la pédagogie collectivement. Moi je veux bien tous les jours me faire appeler "président des riches". Je ne le suis pas et je ne suis pas défenseur de qui que ce soit ou de quelque catégorie que ce soit. Je suis défenseur de l'intérêt de la nation, de l'intérêt général et d'une ambition que je veux pour notre pays. Il faut que tout le monde explique à quoi ça sert quand on baisse, quand on fait ce que l'on a fait sur l'ISF et la flat tax. Là j'ai besoin de vous collectivement. Ça sert à permettre de réinvestir dans notre pays et notre économie. Et les chiffres que j'évoquais tout à l'heure ce n'est pas le fruit du hasard, c'est parce qu'on a pris des décisions qui le permettent. On a à nouveau permis aux entrepreneurs que vous êtes et à tous ceux qui ne sont pas dans cette salle lorsqu'ils réussissent en créant leur entreprise et qu'ils réinvestissent dans l'économie productive à ne pas être taxés de manière totalement divergente du reste des pays européens. On a réussi à faire que, Français ou étrangers, quand on investit dans le capital productif français on n'est pas taxé de manière totalement décorrélée de ce qu'on est taxé en Allemagne, en Autriche ou au Royaume-Uni. Et en quelque sorte dans notre pays il y a beaucoup de gens pour défendre le nationalisme productif et dire il faut produire en France mais les mêmes, bien souvent, disent on n'aime pas les riches et on n'aime pas les gens qui gagnent de l'argent en France. Un capitalisme sans capital ça n'existe pas. Donc là-dessus il ne faut pas de démagogie mais aussi il faut collectivement avoir le courage d'expliquer que c'est un investissement collectif mais derrière une vraie responsabilité collective qui est de dire on paye de l'impôt sur ce qui est produit, ça s'appelle l'impôt sur les sociétés ou l'impôt sur le revenu, il y a ensuite cette taxe sur les dividendes du capital mais parce qu'on réinvestit cet argent et qu'il faut continuer à le réinvestir. Et là-dessus j'attends que la pédagogie collective continue de se faire parce qu'il faut lier les résultats qui sont positifs dans les territoires à des mesures qui parfois n'ont pas été comprises et ont eu de mauvais impacts parce que

ies territoires a des mesures qui parfois n ont pas été comprises et ont pu devenir impopulaires parce que personne n'a osé les défendre. La démagogie, je ne la découvre pas. Elle n'a pas commencé il y a deux ans et demi. Mais très sincèrement, il faut collectivement qu'on redonne de la fierté et du courage politique partout sur les territoires en expliquant que ces résultats, c'est le fruit des entrepreneurs que vous êtes mais aussi des politiques qui sont conduites et qui permettent des choix que d'autres politiques n'avaient pas permis. Sinon, l'histoire bégaiera. Sinon l'histoire bégaiera parce que les gens adorent qu'on crée des emplois, mais ils adorent taxer les gens qui les créent. C'est un fait vérifié à travers les âges. Et donc sur ce sujet, je considère qu'on a amélioré, qu'on a rendu à nouveau compétitif notre économie sur le plan du coût du capital et de la fiscalité du capital, pas pour faire des cadeaux à qui que ce soit, mais pour permettre d'investir dans notre économie. Et donc, ce à quoi je vous incite dans le cycle où nous sommes, c'est de continuer à investir, à croire dans notre économie et vos projets et à être dans cette logique. Alors, là-dessus, il y a tout le travail qui est fait avec la Banque publique d'investissement. Il y a tout le travail qu'on veut préparer en vue justement du pacte productif qui est de regarder comment on peut jumeler en quelque sorte et avoir le maximum d'effet d'accélération réciproque entre ces dispositifs fiscaux, mais les choix que vous allez faire comme entrepreneur et les choix que nous allons faire dans certaines filières. On va mettre l'argent public dans certains plans. On a commencé à le faire avec intelligence artificielle, l'hydrogène, les batteries. On va le développer sur d'autres priorités. Et les choix qui sont faits par la Banque publique d'investissement, sur le plan capital, subventions et sur l'ensemble de la palette d'instruments qui est la sienne, pour accélérer les écosystèmes French Tech, French Fab et justement, la logique qui est la sienne. Et donc, là, il y a une articulation à concevoir d'ici le printemps qui est à mes yeux extrêmement importante et que nous allons développer.

Il y a aussi tout le travail pour accompagner le capitalisme familial. Je le disais, beaucoup de vos entreprises sont des entreprises familiales. Elles le sont encore. C'est une fierté pour vous et à juste titre. Et moi, je pense que c'est une chance pour notre pays et nos territoires. Je n'oppose aucun type d'organisation, mais ce que je vois, c'est que dans les entreprises où il y a des acteurs qui sont une famille, quand d'ailleurs, on a en plus partagé le capital avec les salariés à travers le temps, qu'on l'a ouvert, qu'on a créé de la participation. On a en quelque sorte une adhésion au territoire qui est beaucoup plus forte. On partage le risque pris par la nation. On ne peut pas être dans une logique d'esprit qui consiste à dire : mon entreprise va réussir même si le pays se plante. Puisque moi, c'est ça dont j'ai besoin, c'est que la nation se tienne et que tous les défis soient les nôtres collectivement. Et donc beaucoup de choses ont été faites sur ce sujet collectivement. Il y a le pacte Dutreil qui avait été un point très important et qu'on a collectivement préservé. En réformant, en le simplifiant, on a apporté une réponse aux défis de la transmission qui était un sujet majeur – et d'ailleurs, ce qui était le fruit de vos travaux ces dernières années, et là-dessus, je souhaite qu'on continue à consolider cela et l'améliorer au maximum pour qu'on permette justement de consolider les transmissions, qui est un point extrêmement important parce que je sais que sur beaucoup de modèles, on a cette fragilité au moment de la transmission. Je crois que ce qui a été construit à travers l'histoire, on l'a amélioré, et on a apporté des réponses, mais il faut constamment qu'on s'adapte en quelque sorte aux évolutions et qu'on puisse vous accompagner sur ce sujet.

Et là-dessus, je voulais insister sur quelques points en complément, justement sur ce qui est à venir et à développer. La loi PACTE a été l'occasion de prendre des mesures qui permettent justement, je crois, d'améliorer, comme on dit aujourd'hui, l'inclusivité du capital, ce qui est très important pour le modèle d'ETI parce que – il y avait beaucoup de volets qui sont dans cette loi et qui permettent justement, avec le déplaçonnement de l'investissement dans les sociétés non cotées dans l'assurance vie ; la réforme de capital investissement FCPR et FCPI pour démocratiser l'accès au capital investissement pour les particuliers ; la mobilisation accrue des fonds d'épargne salariale pour financer les ETI ; la réforme du PEA qui doit bénéficier aux ETI en croissance lorsqu'elles sont cotées, c'est une série de réformes qui sont très importantes, qu'on est en train de pleinement activer et que l'écosystème doit totalement utiliser. Et je suis heureux de pouvoir renforcer cet alignement en assouplissant spécifiquement pour les ETI, alors que ce dispositif n'était réservé qu'aux PME, les conditions permettant l'exonération de la contribution patronale pour les attributions d'actions gratuites au profit d'ETI n'ayant pas distribué de dividendes. Et ça c'est un point important. Pourquoi ? C'est-à-dire quand on réinvestit dans le capital productif, et pas la distribution, on doit être encouragé, accompagné, favorisé. C'est exactement la même philosophie que celle qui est poursuivie depuis 2 ans et demi : l'investissement dans le capital productif.

Et je veux ici, pour finir de brosser ce tableau, m'attarder un tout petit peu sur la réforme de l'épargne retraite. Elle a été commentée et elle a été poussée là aussi par le Ministre de l'Économie et des Finances et la Secrétaire d'État à juste titre. Elle est très importante. D'abord tordre le cou à un canard : on n'est pas en train, dans notre pays, d'avoir un système par capitalisation – alors certains peuvent le regretter mais j'assume le choix qui a été fait, on ne crée pas un mécanisme de retraite par capitalisation dans notre pays, ce n'est pas vrai. Le cœur de la réforme d'ailleurs qui est conduite aujourd'hui par le Gouvernement c'est de pérenniser et de renforcer un vrai système par répartition où les actifs payent la retraite des retraités. C'est le fruit de notre histoire, la solidarité de cette solidarité entre générations et je crois que c'est une bonne chose. Et d'ailleurs beaucoup des commentateurs dont on aurait pu attendre qu'ils soient bien informés ont dit des grosses bêtises. On fait plus contribuer ceux qui sont fortunés parce qu'on met en place une contribution non-contributive au-dessus d'un certain seuil, ce qui est un élément de justice sociale. Il est limité et il est assumé par le

gouvernement. Mais quand des gens nous disent « on baisse au-dessus d'un certain seuil et il n'y a plus les 26% de cotisation mais 2,6. » La belle affaire ! Mais au-delà de ce seuil il n'y a plus de droits en face de ces 2,6. Il est non-contributif, c'est de la pure solidarité mais c'est un vrai mécanisme par solidarité. Je crois que c'est une bonne chose, ça correspond à notre esprit et je suis vraiment désolé pour BlackRock. Je dis tout ça parce qu'il y a eu énormément de bêtises qui ont été dites sur ce sujet et de fausses informations complètement indignes. Mais à côté de ça on a besoin de développer l'épargne retraite. On a besoin de développer l'épargne retraite parce qu'il y a une épargne dans notre pays mais elle est aujourd'hui beaucoup trop mise sur des produits à faible rendement et l'assurance vie continuera à faire partie du paysage d'épargne en France. Mais surtout le faible rendement auquel on ajoute les modifications réglementaires et de régulation ont conduit à ce que nos concitoyens mettent beaucoup de leur épargne vers des rendements faibles et vers des produits qui étaient peu investis dans notre appareil productif. Alors on est en train de se battre pour changer la réglementation et permettre justement de mieux investir cette épargne dans notre capital productif et nos entreprises. On en a besoin parce que nous il se trouve que notre épargne elle finance peu le marché et elle passe plus, en effet, par des mécanismes intermédiés type assurance vie. Mais un des vrais leviers c'est justement les fonds d'épargne retraite et ce qui a été mis en place et qu'on veut développer. Et ouvrir aux Français avec le plan d'épargne retraite un produit à long terme mieux adapté à leurs besoins, avec de meilleures perspectives de rendement, investis en actions dans les entreprises, c'est une réponse qui est bonne pour les Français qui veulent épargner parce qu'il y a du rendement, en particulier à long terme, et bonne pour nos entreprises, en particulier sur nos territoires, parce qu'elle va permettre de financer votre capital lorsque vous avez recours à cela. Et avec un élément de stabilité parce que c'est des produits intermédiés. Donc voilà ce que je voulais dire en la matière et ce sur quoi il nous faut continuer à avancer parce que c'est un des leviers aussi pour continuer à investir dans le capital productif. Comme je le disais, on va poursuivre toute cette évolution avec une stratégie d'investissement qui sera clarifiée au printemps et qui sera le fruit de tout ce travail autour du pacte productif et aussi ce qu'on veut faire en matière de recherche et d'innovation.

Enfin en la matière et quand on parle du produire en France je vous sais tous très sensibles au sujet des verrous administratifs, sociaux. Et je les partage parce qu'au fond l'impôt caché sur le capital et le travail c'est la complexité et la lenteur. Là aussi c'est mon obsession. Et quand on regarde la non compétitivité, d'ailleurs européenne, c'est notre lenteur. Je le disais hier au sommet Choose France, on a un énorme travail à faire avec la Commission européenne pour que nos délais soient accélérés. Quand on parle de politique de concentration, d'autorisation, on a des délais qui sont décorrélés des autres géographies. Donc là on doit aller beaucoup plus vite.

Alors on a commencé à simplifier les choses en termes de seuils avec les ordonnances travail, avec la loi PACTE en fusionnant énormément de seuils. Il y avait auparavant 199 seuils d'effectifs répartis en 49 niveaux. Je ne sais pas si vous voyez. Donc on a drastiquement simplifié tout cela avec une harmonisation et un lissage avec trois seuils— 11, 50, 250 — et nous avons aussi donné, ce qui est très important, un délai de 5 ans pour s'adapter à tout franchissement de seuil. Donc ça on va poursuivre sur ce sujet, mais il y a quelques autres sujets en termes de simplification que je veux qu'on puisse regarder et sur lesquels je souhaite qu'on puisse avancer. Il y a les simplifications réglementaires et les simplifications du rapport KASBARIAN pour aller beaucoup plus vite pour les entreprises qui s'installent - rapport du nom du député qui a travaillé sur le rapport, et que je cite comme il est là dans cette salle. C'est pour ça que vous entendez des rires à ma gauche de ses collègues. Mais c'était très important à la fois pour vous et en termes d'attractivité, c'est de se dire parfois quand on voulait étendre l'entreprise, investir sur un nouveau site, les délais et la multiplication des procédures, le cumul des procédures et en quelque sorte l'opacité et l'incapacité de l'État, en quelque sorte, à agréger toutes ces procédures en une seule en disant vous êtes passé par la procédure environnementale, maintenant, vous allez passer par la procédure sanitaire, puis vous allez passer par la, etc.... . Donc là, on simplifie, on développe les mécanismes de rescrit, on accélère et c'est un point très important qui est là aussi en train d'arriver et les ministres viendront les présenter avec vous.

Il y a le droit à l'erreur. Un très gros travail a été fait par le Gouvernement et les parlementaires pour là aussi permettre que le rapport à l'administration change, se simplifie totalement et qu'en quelque sorte, on accompagne plutôt qu'on ne sanctionne la première fois. Il y a des choses qui continuent à relever du pénal quand on met en danger la vie d'autrui, quand de manière délibérée, on ne respecte pas la loi, on ne va pas simplifier les choses. Par contre, il y a beaucoup d'éléments, d'erreurs qui n'étaient pas intentionnels et sur lesquels la démarche, l'état d'esprit collectif était celui du contrôle a priori de la sanction immédiate. La loi est passée et là, il y a une transformation culturelle. On est en train de la mener dans les administrations. On a besoin de vous aussi pour rappeler à l'ordre. Chacun, quand vous avez parfois des contrôles excessifs ou rapides, dites « droit à l'erreur ! » parce que cela s'applique aux Urssaf, au service des impôts, au service du droit du travail. Il y a un droit à l'erreur qui consiste à dire on ne sanctionne pas la première erreur, mais on accompagne et on aide à corriger. C'est un changement d'état d'esprit, mais je crois qu'il est extrêmement important dans ce contexte-là.

Et puis enfin, le produire en France, ça suppose aussi d'avoir un comportement collectif en termes d'achat. C'est ce qu'on a essayé de faire, cette pédagogie du Fabriqué en France ces jours derniers ici même, en

mettant en avant vos productions sur nos territoires mais c'est ce qu'on veut aussi développer dans tout l'achat public. Il y a une réforme, une refonte du Code des marchés publics. Il y a maintenant la possibilité pour tous les acheteurs publics d'avoir des critères justement d'innovation, des critères justement d'achat social, solidaire et pas simplement la notion de prix qui était le dogme en termes de marchés publics jusqu'alors et qui était très pénalisant pour l'achat français et donc, il faut maintenant changer les esprits. Donc on a lancé une grande politique de formation des acheteurs publics pour qu'ils s'approprient ces méthodes et là aussi, je souhaite qu'on développe ce réflexe ETI dans les politiques d'achat et d'accompagnement.

Enfin, si on veut avancer et réussir ce lancement aujourd'hui de cette marque ETI et les prochaines étapes, il y a, comme je le disais, le « s'engager en France » : travailler, produire, s'engager. Vous l'êtes pour une écrasante majorité d'entre vous et je le dis souvent sur la scène internationale, on est tous de toute façon dans le même bateau et donc, moi aussi, j'ai besoin qu'en quelque sorte à toute cette politique cette dynamique, il y ait non pas une contrepartie - je n'aime pas forcément ce terme parce qu'on a l'impression qu'on pourrait mesurer au trébuchet tel nombre de créations d'emplois ou autres. Or, la vie économique ne marche pas forcément comme cela - mais la participation à un engagement collectif et, au fond, de se dire notre pays ne peut réussir que si l'ensemble des acteurs s'engagent dans la même direction. Nous avons aujourd'hui, à mes yeux, à réussir le défi productif, je viens largement d'en parler depuis tout à l'heure et vous aider à produire et à créer davantage d'emplois en France, mais à réussir dans le même temps, le défi environnemental et climatique et l'un ne se fera pas sans l'autre parce qu'il y a une demande de notre population, il y a un devoir moral qui est le nôtre. Le défi de la transition digitale et le défi de la cohésion nationale et c'est là où j'ai besoin de votre engagement. C'est d'être pleinement des acteurs avec nous tous de ce projet et donc d'être pleinement inscrits partout dans les territoires dans une forme de mobilisation nationale à laquelle j'ai appelé il y a quelques mois autour de cette initiative « La France une chance, les entreprises s'engagent ». Alors, il y a tout ce qu'on est en train de faire qui est au cœur du modèle productif, autour de l'écologie et du digital. Ça, si je puis dire maintenant, ça a intégré le cœur du modèle et ce sera au cœur du pacte productif. Mais j'ai besoin de votre engagement sur des sujets essentiels pour la cohésion de la nation. Nous avons lancé plusieurs initiatives sur des sujets qui sont extrêmement importants et qui rejoignent d'ailleurs cette bataille contre le chômage. Si on veut que notre nation continue d'avancer, on doit réussir dans tous les secteurs où la dynamique salariale et le partage de la valeur ajoutée n'est pas bon à avoir une réponse collective. On l'a apportée en réponse aux gilets jaunes avec justement les décisions que j'ai pu prendre sur la baisse de la fiscalité qui arrive en janvier avec l'abaissement de l'impôt sur le revenu pour les premiers déciles qui va aider ceux qui travaillent avec des salaires modestes à augmenter leur pouvoir d'achat et justement les décisions là aussi qu'on a prises pour augmenter le pouvoir d'achat autour du SMIC sans grever notre compétitivité. Mais il y a encore des filières plus particulièrement dans les services comme je l'évoquais tout à l'heure où la dynamique salariale est restée très faible et le partage de la valeur ajoutée reste très faible. Ça dépend des secteurs et ça dépend souvent des qualifications. Mais quand on regarde les 10 dernières années dans certains secteurs, certains d'ailleurs sont très subventionnés je le disais tout à l'heure, on va devoir y répondre nous, quand je regarde les aides à domicile, les aides à la personne, certains métiers de la santé notre dynamique salariale n'est pas bonne. La création de pouvoir d'achat n'est pas là. On ne peut plus vivre dans certaines métropoles avec ces salaires. Et de la même manière, quand on regarde les dynamiques d'augmentation salariale entre les cadres sup' et les moins qualifiés ces 10 dernières années quelque chose ne s'est pas bien engagé. C'est aussi ça qui nous a été dit. Et donc là il faut qu'on puisse travailler, s'engager collectivement. L'État ne va pas réguler la dynamique salariale des entreprises, je ne propose pas d'en arriver là, mais il faut qu'on partage en transparence ces problèmes parce qu'ils existent. Et ce n'est pas vrai que ces problèmes à un moment donné on peut les cacher. Ils sortent dans la rue, c'est ça qui nous a été dit aussi. Et moi j'ai fait le choix de ne pas aggraver notre compétitivité mais, soyons clairs, dans les 17 milliards pour les gilets jaunes il y a une partie de la baisse d'impôt, il y a une autre on peut dire que c'est de la dépense publique, mais enfin c'est de la dépense publique pour se substituer à de la non-hausse de salaire. C'est ça ce qu'on a fait, on a dit l'État décide d'investir pas pour que les salaires augmentent parce que ce serait mauvais pour la compétitivité et l'emploi mais parce que les gens ne peuvent plus vivre avec ce salaire. Parce que c'est vrai que dans des métropoles aujourd'hui on ne vit plus avec le SMIC. Ce ne sera pas durable et donc là-dessus on a besoin d'un engagement collectif ETI et grands groupes.

Et ensuite j'ai besoin de vous comme des grands groupes et de l'ensemble de l'écosystème français pour qu'on change nos mentalités et pour que, je le disais tout à l'heure pour les VTE, pour nos jeunes, mais sur certains publics on change peut-être notre relation aux choses, aux représentations et qu'il y ait dans les dynamiques d'embauche, de partage de la valeur ajoutée, de réponses apportées une mobilisation de votre part. On ne pourra pas gagner la bataille contre le chômage si on n'arrive pas collectivement à se mobiliser davantage sur l'embauche des jeunes peu qualifiés ou venant de quartiers difficiles. C'est au cœur de « la France une chance, les entreprises s'engagent ». Alors nous on peut apporter des compétences et des formations à la compétence mais tant qu'il y aura de la discrimination à l'embauche, ça ne marchera pas. Or il y en a dans notre pays, il y en a. Je peux vous dire que tous ces jeunes ils ont envie de réussir. Peut-être qu'ils n'ont pas le même prénom que ceux des grands-parents qu'on embauchait, peut-être qu'ils viennent de quartiers qui ont mauvaise réputation. Mais si on se donne le mal collectivement de changer notre regard et de leur apporter la formation

réputation. Mais si on se donne le mal, collectivement de changer notre regard et de leur apporter la formation qu'ils n'ont parfois pas eue quelques années avant ou dans leur famille, on peut gagner la bataille. Donc il faut qu'on change ce regard collectivement, qu'on décide d'investir mais qu'il y ait une mobilisation sur les jeunes peu qualifiés et venant de quartiers difficiles. Ça c'est vraiment une mobilisation sur laquelle je vous demande de participer au niveau national et dans les clubs d'entreprises qui se sont faits autour de la ministre dans « La France une chance, les entreprises s'engagent ».

Ensuite il y a les jeunes, je le disais pour les VTE, je le disais pour l'apprentissage. On est un pays formidable, on dit il y a des besoins et il y a des secteurs où on a des besoins d'embauche et personne ne veut rentrer en qualifications. Mais enfin souvent, c'est une caractéristique de notre pays, on aime le jeune mais pas trop jeune. Et combien de jeunes que j'interroge quand je vais dans un Pôle emploi me disent on me demande d'avoir une expérience mais personne n'est prêt à me tendre la main pour l'avoir. Et c'est vrai. Et aujourd'hui dans notre pays on est en train de réussir la bataille sur le chômage entre 25 et 50 ans sur les gens qualifiés. Vous allez voir, on va y arriver au plein emploi, on va progressivement, j'espère, arriver de qualification en qualification. Mais on a un énorme problème sur les jeunes sans qualification, il faut leur tendre la main. Il faut accepter de les former par l'apprentissage, par le VTE, par la confiance, par l'embauche parce qu'on a simplifié les règles. On a un problème sur beaucoup de femmes seules qui ont arrêté de travailler et qui veulent reprendre le travail. Et là-dessus, nous avons un problème dans notre système. On ne fait pas confiance. Et quand je regarde les chiffres aussi, ce n'est pas qu'un sujet de qualification, c'est un sujet de regard de la société, des employeurs. Donc, j'ai besoin de votre engagement sur ce sujet.

On a un énorme sujet encore de travailleurs handicapés, et donc de Françaises et de Français en situation de handicap et de capacité à avoir une embauche. Là aussi, on a simplifié les mécanismes. Il y a eu un gros engagement des ministres, mais j'ai besoin de votre engagement sur ce sujet. Et on a un énorme besoin de travail des personnes en situation de détention et des seniors. Je vous fais la liste des catégories qui sont les plus en difficulté et je finirai sur ces deux dernières. Les Françaises et les Français qui sont détenus en prison, plusieurs entreprises d'ailleurs qui sont ici présentes se sont engagées sur ce sujet. Mais dans notre société, ça fait maintenant plusieurs décennies qu'on a mis fin à la peine de mort et on a acté que toute personne qui était en détention avait vocation à revenir dans la société. On est un pays où nous ne sommes pas bons sur le travail des détenus, ce qui est une honte, où nous avons encore des réformes à faire d'ailleurs sur la juste rémunération, où on est très mauvais d'ailleurs sur la capacité à réinsérer les personnes qui sont en voie de sortie de détention. Et là-dessus, j'ai besoin des entreprises pour là aussi faire confiance à ces publics. Il y a des procédures d'accompagnement, on peut donner de la confiance, mais j'ai besoin de cet engagement si on veut réussir cette bataille. Parce que sinon, on se retrouve en situation d'échec et c'est un vrai sujet.

Et enfin, j'ai besoin de vous sur l'emploi des seniors. Je disais tout à l'heure les 25, 50 ans, nous sommes en train, collectivement de regarder notre société et de dire, et je pense que ce discours va progressivement s'étendre, on a besoin de travailler plus longtemps. Cette forme de bon sens, on rentre de plus en plus tard dans la vie active. On vit, et c'est formidable, de plus en plus vieux et de plus en plus vieux, en bonne santé. Tout cela est formidable. On ne veut pas baisser le niveau de la retraite. Et ça fera partie des règles d'or de la réforme de la retraite qui est portée par le Gouvernement. C'est simple, il y a deux façons de faire. Soit on augmente les cotisations des actifs. Mais ça veut dire grever notre compétitivité ou le pouvoir d'achat des salariés. Je n'ai pas compris que l'on ait beaucoup de marges de manœuvre sur ce sujet. Soit de trouver les voies et moyens justes, et donc, en différenciant selon les difficultés et les secteurs l'âge auquel on a commencé à travailler, de travailler un peu plus longtemps et d'avoir une dynamique intelligente sur ce sujet. Mais on ne peut pas dire à une société : il faut travailler plus longtemps, et continuer à avoir les mêmes pratiques d'embauche, qui consiste à dire : compliqué d'embaucher quelqu'un après 50 ans. Ces dix dernières années, on a plutôt amélioré les choses, soyons clairs sur les chiffres, les chiffres de l'emploi des seniors sont en train de s'améliorer, mais pas assez vite. Et il y a chez les seniors des trésors de compétences et de connaissances qui sont aujourd'hui sous exploitées. Cela suppose d'avoir aussi collectivement, parfois, les bonnes orientations, on ne les embauche pas dans les mêmes tâches, dans les mêmes secteurs que parfois là où ils ont agi, où ils ont été employés pendant des décennies. Mais on a besoin d'avoir cette réflexion collectivement, de l'avoir pour notre organisation collective, mais de l'avoir aussi dans les entreprises. Parce que je suis convaincu, pour ma part, que vos entreprises embaucheront de plus en plus. Des gens qui sont en réorientation de leur parcours et qui auront fait 20 ans ou 25 ans dans un tout autre secteur parce qu'elles veulent rester dans le territoire et qu'elles acceptent de se reformer pendant un an et qu'on leur taille cette formation pendant un an. Ça n'existait pas jusque-là. On est en train de le développer et que vous allez de plus en plus devoir embaucher des gens qui ont 50, 55, 58 ans. Et vous allez voir que c'est une vraie ressource dans l'entreprise, que ça apporte des choses et que ça permet d'ailleurs de transférer des compétences, avec un autre regard. On va mettre en place, on est en train de le faire, les dispositifs qu'il faut. Ça ne marche que s'il y a aussi un engagement, une mobilisation de votre part et si on change le regard.

Donc, voilà quelques convictions que je voulais avoir avec vous sur des sujets qui ne peuvent pas être absents de notre discussion d'aujourd'hui. Et on doit pouvoir, dans les mêmes échanges, la même discussion parler de coût de capital, de réforme du travail, mais aussi d'engagement pour les jeunes qui viennent de quartiers difficiles et pour les seniors ou les jeunes. C'est ça qui fait la vie d'une nation.

Et à mes yeux, ce qui nous a coûté trop cher pendant des décennies, c'est qu'on a séparé ces sujets. C'est qu'on les a séparés et, tant que je suis là, je ne céderai rien. C'est par démagogie. Toutes les oppositions jouant un rôle d'ailleurs totalement démagogique à cet égard, de taper sur ceux qui font des réformes en les caricaturant et en disant ils font des réformes pour quelques-uns et d'oublier ce qui fait une nation. On ne peut pas avoir une politique sociale si on n'a pas une politique productive. Ça n'existe pas de répartir d'une richesse qu'on n'a pas créée, ça n'existe pas. Mais ce n'est pas bon d'avoir une politique qui ne fait que créer de la richesse si on ne la partage pas justement dans l'entreprise et les territoires, parce qu'on n'est pas durablement entrepreneur en son village si les gens dans le village sont malheureux et c'est vrai dans une métropole aussi et donc cet équilibre, il faut qu'on le tienne ensemble.

C'est ce qui fait la cohésion d'une nation. C'est la bataille qui est la nôtre et c'est aussi pour ça que je voulais, en ce début d'année, vous réunir aujourd'hui, avoir ces quelques mots de convictions partagées et partagées dans tous les sens du terme, comme vous l'avez compris, et que vous puissiez ensuite avoir une séance de travail et d'échanges avec les ministres et tous les responsables parce que la France réussira si elle agit d'un bloc. Je ne crois pas à l'affrontement et la division. Beaucoup de gens veulent aujourd'hui reconvoquer ou diviser. Ça fait partie de notre histoire aussi et peut-être que j'aurais tort mais je peux vous dire une chose, je mettrai toute mon énergie, toute mon énergie à apporter les preuves que ce qu'on est en train de faire, qui est à la fois de réconcilier les territoires, les énergies, les ambitions, de réconcilier l'économique et le social, le productif et l'environnemental. C'est la seule bonne stratégie. Parce que je ne crois pas l'une sans l'autre. Oui, là aussi, je crois en « l'en même temps » parce qu'il se trouve que la vie d'une nation, c'est tout ça à la fois et c'est aussi l'histoire de notre pays. Et pour ça, j'ai besoin de vous et pour ça, j'ai besoin que les ETI françaises réussissent.

Merci à vous. Vive la République et vive la France !